

LA FRANCE PEUT-ELLE DEVENIR UN PAYS SCANDINAVE ?

Rassurez-vous ! Je ne vais pas vous écrire sur le prochain Congrès socialiste, où l'on parlera du sexe des anges militants plutôt que des questions qui intéressent les Français. Une « France scandinave » pourrait nourrir un beau débat de fond de la gauche, mais il n'a aucune de chance de se produire ce week-end tant les questions de personnes et d'alliances priment le sujet central de l'avenir de la France.

Cette interrogation passionnante est une des 31 questions que pose Guillaume Duval dans son livre allègre : « Sommes-nous des paresseux ? » (Seuil, 2008). L'auteur est rédacteur en chef d' « Alternatives économiques », qui est à l'économie ce que le Canard enchaîné est à la politique. Son point de départ est l'incroyable ignorance de nos concitoyens sur la façon dont tournent la société et l'économie françaises. Cette paresse de l'esprit, qui préfère les grands discours à la modeste analyse des faits, a pour devise : « Les statistiques sont la forme la plus raffinée du mensonge. » Moi qui ai grandi dans un cocon de statistiques, je ne peux qu'admirer le beau travail du pédagogue qui presse les données de l'INSEE pour en extraire un jus savoureux plutôt que savant. Prenons deux exemples, avant de faire un tour par la Scandinavie : l'emploi et l'Etat.

L'emploi justifie le titre de l'ouvrage. Et la réponse fuse tout de suite. Sur une année, un Français produit en moyenne plus de richesses qu'un Anglais, un Allemand ou un Japonais. Seuls les Belges et les Américains sont plus productifs que les habitants de l'Hexagone. Et nos compatriotes travaillent en apparence plus que les Néerlandais, les Danois (souvent pris en exemples) ou les Allemands. Mais la durée moyenne du travail utilisée ici est une fiction qui regroupe le travail à temps plein et le travail à temps partiel. Les salariés français à temps plein oeuvrent en fait chacun un peu moins que leurs homologues européens. Ce qui sauve la moyenne, c'est que le temps partiel est plus rare en France qu'à l'étranger.

Duval met en évidence deux paradoxes de notre beau pays. Le premier est que, si l'on y travaille intensément de 25 à 54 ans (hommes et femmes confondus), la France est très en retard pour la mise au travail des 18-25 ans et encore plus pour les 55-64 ans. Côté jeunes, l'explication tient à la conjonction d'études plus longues et de sorties massives de sans-diplômes. Côté seniors, il s'agit d'une tradition malthusienne des entreprises (qui se débarrassent de salariés mieux payés et supposés moins efficaces) et des pouvoirs publics (qui croient

ainsi faire de la place pour les jeunes). L'auteur note au passage, avec malice, que les 35 heures ont créé de nombreux emplois entre 1997 et 2001, et que ces emplois ont bénéficié aux jeunes et aux seniors dont les « taux d'emploi » (proportion de ceux qui travaillent) se sont nettement accrus.

Deuxième paradoxe : plutôt que de redresser la proportion des jeunes diplômés sortant du collège, du lycée ou de l'université (problème complexe de l'Education nationale, sur laquelle il y a d'autres chapitres intelligents), les gouvernements (de droite comme de gauche) ont favorisé les emplois à basses qualifications et donc à bas salaires pour fournir un débouché aux peu-diplômés. Ils l'ont fait en allégeant fortement les cotisations sociales autour du Smic. D'où une conséquence perverse : les entreprises ont intérêt à maintenir les salaires bas pour bénéficier au maximum des réductions de charges sociales. Comme elles sont déjà peu enclines à augmenter la rémunération du travail, on est en plein cercle vicieux. Ajoutons que les emplois peu diplômés sont ceux qui sont les plus faciles à délocaliser dans les pays à bas salaires. L'auteur convainc qu'il vaudrait mieux mettre plus d'argent public dans l'enseignement que de subventionner des emplois à l'avenir précaire.

Ce qui nous amène au budget de l'Etat et à la 26^{ème} question : « Pourquoi l'Etat n'est-il pas plus efficace ? » L'éducation qui donne de moins en moins de chances aux enfants d'ouvriers de rentrer dans une grande école, l'inégalité de l'accès aux soins, les prisons surpeuplées, la justice engorgée, la pagaïe des compétences des collectivités locales sont quelques exemples d'un appareil d'Etat qui a « une fâcheuse tendance à se considérer comme au-dessus et en dehors de la société (...) Nombre des difficultés dans les rapports entre l'Etat et les citoyens en France sont en effet étroitement liées au fonctionnement toujours très aristocratique de la société française, qui se manifeste particulièrement à travers le phénomène des grandes écoles, unique en son genre dans le monde, et le sentiment d'infaillibilité de ceux qui en sortent. »

« Pourquoi la France n'arrive-t-elle pas à réduire sa dette ? » Celle-ci est passée de 16% du PIB en 1977 à 65% en 2006, et tous les gouvernements y ont contribué (sauf le gouvernement Jospin entre 1998 et 2001, note l'auteur). Côté droite, « les plus riches préfèrent naturellement que l'Etat leur emprunte de l'argent qui rapportera par la suite des intérêts, plutôt que de devoir lui verser à fonds perdu des impôts sur leurs revenus ou sur leurs patrimoines. » Côté gauche, on accepte volontiers de creuser le déficit durant les récessions, selon la bonne thérapeutique keynésienne, mais on craint le reproche d'accumuler une cagnotte fiscale, quand il faudrait profiter des recettes générées par une croissance rapide pour réduire les déficits et la dette. Le « paquet fiscal » de Nicolas Sarkozy en 2007, et la baisse d'un point de la TVA par Lionel Jospin en mars 2000 (dont les consommateurs n'ont guère vu la couleur) ont tous deux inutilement contribué à majorer la dette publique.

Revenons au modèle scandinave après avoir noté une double schizophrénie française. La première est décrite par une jolie citation de Jean Pisani-Ferry : « Les Français combinent l'appétence des pays scandinaves pour la dépense publique et le non-consentement des Méditerranéens à l'impôt. »

Quant à la seconde, l'auteur nous dit que la France est « assise entre deux chaises. » D'un côté, il y a le modèle anglo-saxon, celui d'une société très inégalitaire qui ne s'efforce pas de corriger ces inégalités à travers des niveaux de prélèvements élevés, mais qui veille à maintenir l'activité économique pour que le chômage reste faible. De l'autre, le modèle scandinave est nettement plus égalitaire et redistribue des ressources abondantes entre des personnes qui n'ont pas des revenus si éloignés. La France est anglo-saxonne par les inégalités de revenus et scandinave par l'ampleur de la protection sociale. Cela ne fonctionne pas bien : la France n'a ni la souplesse anglo-saxonne ni la cohésion sociale scandinave.

Alors que faire ? Etablir des contre-pouvoirs : syndicaux dans les entreprises, politiques au Parlement, associatifs dans la société civile. Et remettre en cause une société aristocratique où le diplôme obtenu à vingt ans conditionne toute la vie, et où les enfants de diplômés ont infiniment plus de chance que les enfants d'ouvriers et d'employés d'intégrer les grandes écoles, aussi prestigieuses que malthusiennes.

Le livre de Guillaume Duval se lit avec plaisir. C'est une partition avec beaucoup de chiffres, mais sa musique est claire et douce à l'oreille. Son grand intérêt est de partir des citoyens plutôt que des discours dominants, à droite comme à gauche. Le livre collectif que nous avons animé, Catherine Cadou et moi, que nous appelons familièrement « Arthur », a été conçu dans le même esprit. Et les recoupements sont nombreux sur le logement, l'école, la santé, l'entreprise, le syndicalisme, l'Etat, les collectivités locales.

Manifestons un seul regret. L'auteur a bien traité du contre-pouvoir syndical, mais a omis un thème qui nous est cher, celui du non-cumul des mandats. Dans une démocratie, qu'elle soit anglo-saxonne ou scandinave, le Parlement a un rôle décisif de contrôle de l'appareil d'Etat, de surveillance de la dette, de recherche de l'efficacité dans la dépense publique. Seuls des députés et des sénateurs à plein temps ont la disponibilité et la liberté de défendre l'intérêt général. En France, aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Notre démocratie est boiteuse et livrée aux foudres de l'exécutif comme aux influences des corporations.

Christian Sautter

Arthur Neuville : « La gauche ou le malade imaginaire », introduction de Catherine Cadou et Christian Sautter (L'harmattan, 2008).